



PROJET D'AMÉNAGEMENT DU BATIMENT DE KOADEG (DRSM niveau R+1 et R+2)

PROGRAMME FONCTIONNEL ET TECHNIQUE OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE L'OPÉRATION

Dans un souci de proximité de service aux assurés, la Caisse Générale de Sécurité Sociale est implantée sur le territoire de Guyane et s'attache à être présente dans les quartiers où les besoins sont importants. La CGSS est locataire de nouveaux locaux neufs et souhaite procéder à ses aménagements.

Les travaux d'aménagement intérieur porteront notamment sur les lots de second œuvre (cloisons, sols, murs, faux plafonds, menuiseries intérieures, ...) et les lots techniques (courant fort, courant faible, plomberie sanitaires, ventilation, climatisation, sécurité incendie, contrôle d'accès...).

Ce bâtiment neuf de construction très récente n'est pas concernée par les mesures amiante.

La CGSS souhaite intégrer au projet la mise en place de divers équipements :

- Système de conditionnement d'air de tous les locaux
- Ventilation des accueils avec apport d'air neuf et extraction, pièces borgnes, cabinets médicaux...

A. ASPECTS FONCTIONNELS

I- FONCTIONNEMENT GENERAL DU FUTUR LOCAL

1.1 GENERALITES

Ce local sera classé W catégorie 5. Il abritera dans un premier temps le personnel du service médical (ELSM).

Sa surface de plancher en vue du réaménagement des bureaux aux R+1 et R+2 est de 600 m²

1.2 LES EFFECTIFS :

Personnel DRSM (back) : 43

Horaires du personnel : de 6h30 – 18h30

Bien entendu, de façon générale sur toute la surface, le projet s'attachera à répondre aux exigences posées pour permettre l'accessibilité des personnes à mobilité réduite selon les exigences légales.

1.3 LES BESOINS FONCTIONNELS R+1 et R+2

ORGANISATION DES ESPACES

1.3.1.1 Pôle direction

Cette Pôle comprendra

- Un espace ouvert avec 2 postes de travail (bureau de 1400) (secrétariat)
- Un bureau isolé directeur cloisonné plein avec porte d'accès à l'espace ci-dessus

Des armoires et des vestiaires sont à prévoir.

Ce pôle devra être au maximum éclairé par la lumière du jour.

1.3.1.2 Zone de travail 1 (CEPRA)

Cette zone comprendra

- Un espace ouvert avec 6+2 postes de travail (bureau de 1400).
- Un bureau isolé avec une allège vitrée donnant sur l'espace ci-dessus

Des armoires sont à prévoir.

Cette zone devra être au maximum éclairé par la lumière du jour. Ce bureau devra pouvoir être condamné par contrôle d'accès.

1.3.1.3 Zone de travail 2 (lutte contre la fraude)

Cette zone comprendra

- Un grand espace ouvert avec 3+2 postes de travail (bureau de 1400).
- Un bureau isolé

Des armoires sont à prévoir.

Cette zone devra être au maximum éclairé par la lumière du jour.

1.3.1.4 Zone de travail 3 (ISM+MC)

Cette zone comprendra

- Un espace (ISM) ouvert avec 4 postes de travail (bureau de 1400).
- 2 bureaux isolés (MC) avec une allège vitrée donnant sur l'espace ci-dessus

Des armoires et des vestiaires sont à prévoir.

Cette zone devra être au maximum éclairé par la lumière du jour.

1.3.1.5 Zone de travail 4 (DCGDR stat)

Cette zone comprendra

- Un espace ouvert avec 5 postes de travail (bureau de 1400).

Des armoires et des vestiaires sont à prévoir.

Cette zone devra être au maximum éclairé par la lumière du jour.

1.3.1.6 Zone de travail 5 (AG)

Cette zone comprendra

- Un espace ouvert avec 5 postes de travail (bureau de 1400).
- Un bureau isolé

Des armoires et des vestiaires sont à prévoir.

Cette zone devra être au maximum éclairé par la lumière du jour.

1.3.1.7 Un bureau (DCGDR)

Cette zone comprendra

- Un espace comprendra 1 poste de travail (bureau de 1400).

Des armoires et des vestiaires sont à prévoir.

Cette zone devra être au maximum éclairé par la lumière du jour.

1.3.1.8 Un bureau (CGSS)

Cette zone comprendra

- Un espace comprendra 2 postes de travail (bureau de 1400).

Des armoires et des vestiaires sont à prévoir.

Cette zone devra être au maximum éclairé par la lumière du jour.

1.3.1.9 Un bureau (médecin chef)

Cette zone comprendra

- Cet espace comprendra 1 poste de travail (bureau de 1400).

Des armoires et des vestiaires sont à prévoir.

Cette zone devra être au maximum éclairé par la lumière du jour. Ce bureau devra être à un niveau différent du pôle direction

1.3.1.10 Un bureau (dentiste + pharmacien)

Cette zone comprendra

- Cet espace comprendra 2 postes de travail (bureau de 1400).

Des armoires et des vestiaires sont à prévoir.

Cette zone devra être au maximum éclairé par la lumière du jour.

1.3.1.11 Un bureau (pharmacien)

Cette zone comprendra

- Un espace comprendra 1 poste de travail (bureau de 1400).

Des armoires et des vestiaires sont à prévoir.

Cette zone devra être au maximum éclairé par la lumière du jour.

1.3.1.12 Deux espaces de confidentialité

Prévoir un local fermé à chaque étage avec une isolation phonique performante. Ce local pourra accueillir 2 personnes en face à face, avec des moyens de connexion informatique itinérant.

1.3.1.13 Espaces d'archivage et de stockages

Deux locaux archives/stockages de 15m² doivent être proposés (1 à chaque étage). Ils devront pouvoir être condamnés par contrôle d'accès

1.3.1.14 Salle de réunion

Cet espace devra être en capacité d'accueillir 30 personnes. Une proximité avec la zone de restauration est souhaitée

Cette zone devra être au maximum éclairé par la lumière du jour.

1.3.1.15 Salle de réunion IRP

Cet espace devra être en capacité d'accueillir 5 personnes.

1.3.1.16 Sanitaires pour le personnel

A quantifier en fonction des exigences du Code du travail

La conception des blocs respectera les règles de la Loi Accessibilité appliquée aux ERP quel que soit le classement de la zone concernée.

Des douches sont à prévoir

1.3.1.17 Local informatique

Un local informatique de 6 à 8 m² sera à intégrer. Il sera meublé d'une table de 1400 x 800 mm pouvant recevoir 2 écrans et leur clavier, il permettra à 1 informaticien de travailler.

Ce local recevra :

- 1 baie de brassage 19'
- routeurs, serveurs, switches...

Il devra pouvoir être condamné par contrôle d'accès.

Ce local devra posséder son propre split autonome pour le refroidissement.

1.3.1.18 Local ménage

Un local spécifique devra être implanté pouvant recevoir un vestiaire, une chaise et un chariot de ménage.

Ce local sera équipé d'un vidoir avec grille ; en cas de difficulté d'installation, cet équipement pourra être positionné dans les locaux sanitaires.

Il répondra aux exigences d'un local classé à risque au regard des règles de sécurité incendie.

1.3.1.19 Local repas mutualisé

Il sera commun aux trois étages (à placer au R+1) et comprendra une cuisine équipée d'un évier double bac inox, de placards de rangement, d'un réfrigérateur et d'un four à micro-ondes. Il pourra accueillir 20 personnes.

Une proposition de mobilier avec une projection en 3D devra être présentée.

1.3.1.20 Circulations

Les circulations comprendront des éclairages par dalle de plafond.

1.3.1.21 Accès du personnel

L'accès aux locaux doit être sécurisé dès la montée de l'escalier ou l'accès à l'ascenseur.

Sécurité

Mettre une porte badgée sur le palier du rdc

B. ASPECTS TECHNIQUES

2 GENERALITES

Les prescriptions techniques contenues dans ce programme doivent être prises en compte par le concepteur. Elles laissent toutefois une grande liberté au maître d'ouvrage en matière de création.

2.1 Parti architectural – Aspects qualitatifs

Ils se développent autour de plusieurs idées directrices dont les principales sont :

-> **La recherche d'un bon rapport qualité/prix**, tant sur le plan du bâti que dans le cadre de la maintenance et de la prévention liée à la maintenance, notamment par :

La prescription de matériaux assurant une bonne résistance à l'usure, à la glissance et au vieillissement,

La prescription de matériels de conception robuste, traditionnelle et éprouvée,

L'intégration de la prévention contre les accidents du travail dès la conception du bâtiment (choix des matériaux et matériels, circulations rationalisées), et notamment par la facilitation de l'accessibilité des locaux divers et postes de travail dans le but de réduire :

Le nombre de manutentions,

Les diverses nuisances,

Les dysfonctionnements,

Les risques d'incidents et d'accidents.

Cette action en amont doit permettre au maximum une réduction en cours d'exploitation des surcoûts liés à une mise en conformité, à une modification de l'organisation, etc.

- La prise en compte du développement durable

Le maître d'œuvre devra insérer des clauses environnementales et/ou sociales dans les documents de consultations conformément à l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018.

A titre d'exemple, le maître d'œuvre pourra demander aux entreprises une évaluation des émissions de gaz à effet de serre du chantier et les pistes envisagées pour atténuer l'impact de leur intervention.

Chaque entreprise devra préciser les procédures mises en œuvre pour la gestion des déchets du chantier ainsi que la filière retenue pour le traitement des déchets.

Il pourra également être demandé aux entreprises leur engagement dans la formation de leur personnel.

Par ailleurs, afin de limiter l'impact environnemental des éléments constructifs mis en œuvre, le maître d'œuvre pourra proposer des solutions alternatives d'isolation utilisant des matériaux bio sources. Les isolants proposés devront toutefois répondre aux exigences vis-à-vis du comportement au feu des parois. En cas d'utilisation du matériau bois, les entreprises devront justifier de la gestion durable de l'exploitation d'origine par le label européen PEFC, certification FSC ou autre justificatif (bois locaux, etc.). Les colles et les produits de finition du bois (vernis, lasures, peintures) devront bénéficier, soit de l'écolabel CE, soit de la norme française NF-Environnement.

De manière générale, les entreprises devront veiller à utiliser des produits de construction ou de revêtement de mur ou de sol et des peintures, vernis et colles présentant une concentration en COV très faible. Pour les peintures, les produits de classe A+ sont à privilégier. Les colles et mastics utilisés seront sans solvant et justifieront du label EMI CODE EC1 ou sera de classe C+ selon la classification du CSTB concernant les émissions de COV et Aldéhydes

L'un des objectifs de la politique immobilière des organismes de sécurité sociale est de limiter la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre.

Le maître d'œuvre devra proposer des solutions techniques et fonctionnelles simples et robustes intégrant la notion d'efficacité énergétique sur les points suivants :

- a. Performance des équipements techniques,
 - b. Mise en place de systèmes de régulation permettant d'optimiser le fonctionnement des installations.
- Les actions devront s'inscrire dans une démarche de coût global et permettre d'optimiser les investissements et les coûts de fonctionnement des installations (dépenses énergétiques, coûts de maintenance).

Le maître d'œuvre veillera à respecter à minima les exigences de la réglementation thermique sur les bâtiments existants (Arrêté du 22 mars 2017 modifiant l'arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants).

Il sera visé pour chaque équipement technique, le niveau d'exigence minimal fixé dans les fiches d'opération standardisée des Certificats d'Economie d'Energie.

L'obtention d'un bon confort pour le personnel, et d'une bonne sécurité dans le bâtiment à rénover, notamment par

- La conception architecturale qui doit aboutir un maximum d'éclairage naturel dans le plus grand nombre de locaux et circulations,
- Le traitement acoustique soigné dans les différents locaux, Les installations techniques par la désolidarisation des structures par socles anti-vibratiles et isolement des canalisations par manchons.
- Les barrières phoniques dans faux plafonds en continuité et au droit de chaque cloison, et qui devront assurer le même affaiblissement acoustique que celle-ci.
- La systématisation de certaines dispositions en matière d'en cloisonnement d'escalier, de compartimentage, de distance entre cages d'escaliers, de largeur de passage,
- La qualité des équipements évitant les nuisances liées aux transmissions des bruits des installations, des bruits d'impacts, des bruits extérieurs, contrôle de l'ensoleillement.
- La CGSS se réserve le droit de réaliser des tests acoustiques pour vérifier le respect des objectifs.

Accessibilité

L'ensemble du projet, sans distinction de classement (ERP ou ERT) répondra aux exigences des ERP neufs, de la Loi du 11 février 2005, ses décrets et arrêtés.

Les missions du contrôleur technique seront précisées en ce sens.

Rappel : Les espaces classés ERP obtiendront une attestation de conformité d'accessibilité. Pour ce faire, le maître d'œuvre s'attachera à recueillir l'avis du contrôleur technique au fil des études et du chantier.

Est défini comme handicap toute déficience motrice, visuelle, auditive, cognitive ou mentale.

Le principe essentiel vise à assurer une autonomie optimum à toute personne présentant un handicap décrit ci-dessus. Autonomie de mouvement, de compréhension et d'usage des équipements mis à disposition de l'usager des lieux dans le respect de la chaîne de déplacement.

Acoustique

Les prescriptions du projet appliqueront les niveaux et critères de performances acoustiques définis dans la norme NF S 31-080.

Niveau de performance acoustique cible **Performant** pour les bureaux individuels.

Niveau de performance acoustique cible **Très Performant** pour les locaux suivants :

- Espace d'accueil ouvert au public
- Boxes, Cabinets médicaux, Bureaux de direction, Médecine du travail
- Bureaux collectifs
- Salle de réunion / de formation
- Salle de convivialité / de restauration
- Espace de détente
- Circulations

La confidentialité entraînera un renforcement acoustique au niveau des cloisons (43 dBA)

Pour les sanitaires, une attention particulière sera également portée à l'isolation acoustique des cloisons mitoyennes.

La CPAM se réserve le droit de tester les performances acoustiques par un professionnel et ces résultats seront opposables à la réception.

2.2 LES AMENAGEMENTS INTERIEURS

Doublages et cloisons

Les cloisons de doublage devront comprendre la barrière pare-vapeur pour doublage, un isolant dont la nature et les caractéristiques seront précisées.

Les locaux disposent d'une isolation thermique extérieure/intérieure à la livraison avec un certificat de performance.

Dans les locaux sanitaires, dépôts, rangements, réserves, il y aura lieu de prévoir un cloisonnement carreaux de plâtre ou plaques de plâtre renforcées.

Les murs des locaux techniques devront respecter les épaisseurs minimales imposées par les règles particulières aux équipements mis en place (onduleur, etc.).

La partition du bâtiment, et principalement des bureaux, devra prendre en compte d'éventuelles modifications. Le cloisonnement sera indépendant de tous les réseaux techniques.

Deux types de cloisons pour les bureaux ou espaces de travail :

Les cloisons de type amovible de 70 à 80 mm structure métallique avec parties pleines et parties vitrées, ou des cloisons de type plaques de plâtre sur ossature métallique de 72 mm à 98 mm devront comprendre un isolant dont la nature et les caractéristiques seront précisées.

Traitement acoustique et phonique

Le traitement acoustique dans son ensemble devra être étudié avec le plus grand soin, il concerne en particulier :

- l'isolation entre bureaux,
- l'isolation entre bureaux et circulation,
- l'isolation entre cabinets médicaux,
- l'isolation entre attente des cabinets médicaux et circulation,
- l'affaiblissement acoustique des blocs portes,
- la réduction du niveau sonore par traitement des parois des locaux :
 - Salles de réunions,
 - Salle de repas,
 - Tous locaux techniques bruyants dont le choix des emplacements devra permettre de diminuer la gêne résultant des transmissions solidiennes et aériennes.

Objets acoustiques

Afin d'améliorer le confort acoustique de certains locaux (ex : accueil, plateforme téléphonique, salle de convivialité), le choix judicieux des matériaux (sols, murs, plafonds) pourra être et complété par :

- Des parements acoustiques muraux type claustras bois massif dans lesquels sera incorporé un isolant acoustique,
- Des objets acoustiques type mousse (ponctuellement) type capteurs muraux, dalles de faux plafond, totems mobiles, écrans sur pieds, ou objets suspendus, etc.

Habillage acoustique bois en parois

Cet habillage sera spécifique à nos accueils sera décrit par notre architecte régional avec le lot mobilier de l'accueil.

Menuiseries intérieures

Blocs portes comprenant des portes à âme pleine, revêtues de stratifié sur les deux faces, cadre en bois dur exotique ou cadre métallique.

Les portes coulissantes ou pliables sont acceptées.

Sauf impossibilité, toutes les portes seront de largeur 930 mm.

Les blocs portes de recoupement des circulations, et de différents espaces accessibles aux handicapés seront équipés d'oculus avec une protection efficace contre les chocs.

Les butées de portes seront fixées sur plinthes ou sur parois type Bumms ou équivalent (et non au sol).

Les garnitures des bloc-portes seront homogènes entre les lots cloisons industrielles et menuiseries intérieures.

Sauf contraintes réglementaires, technique et/ou structurelles, privilégier les bloc-portes toute hauteur d'étage (sans imposte).

Les blocs-portes de recoupement des circulations seront équipés d'oculus et bénéficieront d'une protection efficace contre les chocs sur leur partie basse.

Les portes d'entrée des zones sanitaires seront munies d'un ferme porte.

Serrures :

Les serrures des différents locaux sensibles seront avec passe partout généraux et selon le programme établi par le maître d'ouvrage en temps utile.

Pas de serrure fermant à clé pour les portes de recoupement des couloirs et des issues de secours.

Serrurerie

Seront prévus tous les ouvrages de menuiserie métallique -, trappes, etc., dans les locaux techniques et à risques particuliers, ainsi que les ouvrages extérieurs tels que portails, clôtures, main courantes, garde-corps, etc.

Les ouvrages métalliques extérieurs recevront une protection par métallisation, laqués en usine, ou seront pour certains, réalisés en aluminium.

Vitrerie - Miroiterie

Les parties vitrées intérieures seront en vitrage sécurité 33/2, 44/2 ou 55/2 suivant dimension.

Tous les points d'eau des sanitaires seront équipés de miroirs dimensionnés de façon judicieuse par rapport aux personnes utilisatrices.

Étanchéité des locaux intérieurs spécifiques

Les complexes d'étanchéité devront être conçus afin de garantir une excellente tenue dans le temps.

L'ensemble des locaux intérieurs « humides » tels que cuisines, sanitaires, etc., recevront obligatoirement une étanchéité horizontale et verticale. Les niveaux des sols définitifs seront entièrement plans sur leur ensemble pour chaque niveau (sauf rampes d'accès).

Revêtements muraux : Peintures - revêtements muraux

Les revêtements devront s'inscrire dans le cadre du développement durable et donc porter au minimum un des labels suivants :



NF Environnement
La marque Française



L'ecolabel Européen
reconnu dans plus
de 15 pays de
l'Union Européenne



Ange Bleu
La marque Allemande



Cygne Blanc
La marque Nordique

Les matériaux choisis pour la finition devront être confortables et en adéquation avec la fréquentation et l'utilisation des locaux concernés.

Le revêtement sur les murs des circulations, halls, etc. sera particulièrement résistant, facilement nettoyable, imputrescible et incombustible.

Les locaux humides (cuisine, sanitaires, vestiaires), recevront en dehors des parties revêtues de céramique une laque satinée résistante.

Dans les locaux « non habités » (locaux techniques, réserves, magasins), les murs maçonnés recevront un enduit au ciment, complété par deux couches de peinture vinylique.

Tous les revêtements muraux de type textile sont à proscrire.

Revêtements céramiques :

Un revêtement mural émaillé ou céramique sera prévu, sur tous les murs dans :

- Sanitaires, toute hauteur
- Salles d'examen, autour du lave main du médecin
- Repas autour du lavabo et micro-onde

Revêtements de sols :

Carrelage :

Les sols carrelages seront réalisés uniquement sur les paliers, sas d'entrée et sanitaires du bâtiment pour faciliter le nettoyage.

Sols collés (minces) :

Les revêtements seront en P.V.C. ou linoléum d'un classement U4 P3 E3 C2 et particulièrement adaptés aux milieux de la santé pour les cabinets médicaux. Ces revêtements antistatiques, bénéficieront de traitements anti-bactéries, anti-champignons, et recevront également un traitement évitant l'adhérence des tâches - salissures et autres traces de semelles, roues de fauteuils roulants.

Les revêtements des salles de réunions, bureaux et circulations seront en P.V.C ou Linoléum. Ces revêtements devront contribuer à atténuer les bruits d'impact par une efficacité acoustique élevée.

Les locaux revêtus de sol souple recevront des plinthes bois à peindre.

Faux plafonds

La constitution des faux plafonds (600/600 épaisseur 40) sera telle que leurs éléments seront facilement démontables et ce, indépendamment les uns des autres et être adaptés à la trame du bâtiment. Ils permettront toute implantation des cloisons amovibles dans les zones flexibles, ainsi que l'incorporation des luminaires, bouches de ventilation, etc.

Le nombre de types de faux plafonds retenus devra être aussi réduit que possible et être adapté, en ce qui concerne l'indice d'absorption et le taux de réflexion, à l'usage des locaux auxquels ils sont destinés.

2.3 LES EQUIPEMENTS TECHNIQUES

Traitement acoustique et phonique

Les installations techniques par la désolidarisation des structures par socles anti-vibratiles et isolement des canalisations par manchons.

Les barrières phoniques dans faux plafonds en continuité et au droit de chaque cloison, et qui devront assurer le même affaiblissement acoustique que celle-ci.

Plomberie – sanitaires

2.3.1.1 Traitement d'eau :

Réseau d'eau de distribution :

Conformément à la réglementation sanitaire départementale, l'eau de boisson mise à la disposition de tous les habitants de l'immeuble se fera sans traitement complémentaire.

Réseau d'eau chaude sanitaire :

Seule l'eau destinée à la préparation de l'eau chaude sanitaire devra subir certains traitements. Dans le cas de traitements par polyphosphate, le taux en P205 ne doit excéder 5 mg/l.

Tout poste d'injection de produits de traitement doit être correctement protégé, pour préserver la qualité de l'eau distribuée.

2.3.1.2 Appareils sanitaires et accessoires

Tous les appareils sanitaires accessibles aux handicapés seront obligatoirement adaptés aux personnes à mobilité réduite.

Robinetterie : Les lavabos seront alimentés en eau froide et eau chaude et équipés d'une robinetterie électronique fonctionnant sans contact manuel, par détection des mains. L'alimentation sera électrique (pile à proscrire) - cette alimentation encastrée dans cloison sera à prévoir au lot électricité.

L'ensemble de la robinetterie sera équipé d'un embout mousseur hydro économe bénéficiant de l'Attestation de Conformité Sanitaire (A.C.S), embout muni d'un dispositif limitant le vol.

Les siphons seront déportés à l'arrière afin de ne pas générer un obstacle à une Personne à Mobilité Réduite (PMR). Prévoir un mitigeur par bloc sanitaire, avec une hauteur de goutte du mitigeur suffisante pour permettre le remplissage d'une bouteille d'eau de 1L.

Les robinetteries équipées de mitigeurs favoriseront l'utilisation d'eau froide (position par défaut en eau froide) afin de limiter la sollicitation de l'ECS.

WC : Tous les WC seront suspendus avec abattant et conformes à la réglementation en vigueur.

Les chasses d'eau seront équipées de mécanismes interrompables.

Urinoirs : Les urinoirs seront à action siphonique, équipés d'une robinetterie temporisée pour rinçage, d'un effet d'eau et d'une bonde siphon. Robinetterie fonctionnant par détection de présence et alimentée sur secteur.

Vidoirs : Les locaux ménage devront intégrer un vidoir céramique avec grille support inox, bonde à grille, siphon, robinetterie mitigeur murale cartouche céramique comprenant bec autovidable orientable par-dessous et butée de limitation de température maximale pré-réglée.

Lavabo collectif : Il sera mis en œuvre (suivant disposition structurelle des sanitaires), des plans moulés collectifs PMR type Auge autoportant à pente rectangulaire et fond plat en pointe de diamant pour une évacuation aisée – lavabo type Gamme PRAGUE de chez ATOUT COMPOSITES ou équivalent, pour pose robinetterie sur page.

Illustrations du produit type :



Pour mémoire : Les équipements de commande de robinetterie et production d'eau chaude seront soigneusement implantés et cachés en coordination avec les lots Electricité. Ils seront dissimulés dans des placards sous lavabo ou à proximité. En prévision d'une maintenance, les placards seront amovibles et robustes.

Exemple de réalisation à proscrire :



Exemples d'applications recherchées :



Accessoires : Des barres de relèvement fixes et barres de tirage seront à prévoir pour les sanitaires PMR. Des patères seront à poser sur porte intérieure de chaque sanitaire + une dans les parties communes des sanitaires (à proximité du lavabo).

Précisions sur réseaux de distribution et évacuation

2.3.1.3 Réseaux de distribution

Dans la mesure du possible, les canalisations cuivre seront encastrées à l'intérieur des cloisons. Prévoir la pose de vannes d'arrêt pour isolement de chaque bloc sanitaire.

2.3.1.4 Réseaux d'évacuation EU / EV / EP

Les nouveaux appareils sanitaires seront raccordés aux réseaux d'évacuation (EU / EV) existants laissés. Les ventilations primaires seront reprises afin de s'adapter à la nouvelle configuration. Attention les locaux sont traversés par de nombreuses descentes EP/EU. Des isolations acoustique et thermique (EP) devront être réalisées pour garantir le confort attendu et éviter tous les problèmes de condensation.

Ventilation simple flux

La ventilation dans les sanitaires et autres locaux à pollution spécifique sera de type **simple flux**. Les débits d'extraction seront déterminés en fonction des exigences du Code du travail et du règlement sanitaire départemental pour les locaux accessibles au public.

Le remplacement / l'installation du système de ventilation comprendra le matériel suivant :

- Extracteur centrifuge en caisson disposé en plénum ou toiture avec les accessoires de raccords.
- Piège à son cylindrique à baffles pour l'acoustique.
- Sortie en toiture ou autre selon possibilité technique.
- Bouches d'extraction disposées dans l'ensemble des locaux.
- Réseaux de VMC réalisés en conduit rigide ou semi-rigide avec isolation thermique.

Dans le but de moduler l'extraction d'air lors des périodes d'inoccupation, un équipement de type horloge sera mis en place. La mise en place de dispositifs d'obturation sera prévue en cas d'obligation réglementaire.

2.3.1.5 Ventilation des locaux

Dans les bureaux et salles de réunion, le renouvellement d'air sera réalisé par un système de ventilation indépendant.

Une CTA assurera le traitement de l'air neuf. Il faudra garantir la déshumidification de l'air entrant à un taux réglementaire (entre 50 et 60% de taux d'humidité).

Chaque élément devra être protégé pour éviter toute condensation. Le bruit de la ventilation devra être maîtrisé pour éviter toute pollution sonore dans les locaux.

La CTA devra être dimensionnée pour inclure la ventilation du rdc.

L'implantation de l'appareillage sera prévue dans la mesure du possible dans le but de faciliter les opérations de maintenance (remplacement des filtres) mais également de limiter les nuisances sonores pour le voisinage.

Données de renouvellement d'air :

Bureaux : 25m³/h – Salle de réunion / cafétéria et autres : 30m³/h

2.3.1.6 Climatisation du local informatique

Le local informatique sera climatisé avec un système indépendant aux conditions suivantes : + 22°C à ± 2°C.

Le taux d'hygrométrie intérieur à garantir est : 55 % à ± 10 %

Pour les conditions extérieures de base : 95 %

Cet appareil devra avoir un EER (ratio d'efficacité énergétique) supérieur à 3,5.

2.3.1.7 Rafraichissement des locaux

Le MOE devra proposer des solutions techniques de refroidissement en prenant en compte les éléments ci-dessous.

Les installations de traitement thermique devront être conçues dans un souci d'économie d'énergie.

A cet effet, il sera prévu :

- De minimiser les pertes de froid dues au rayonnement des tuyauteries et des gaines par un bon calorifugeage avec pare vapeur ;
- De différencier les différents réseaux en fonction des orientations et de la destination des locaux desservis ;
- D'abaisser la température maintenue dans les locaux par l'optimisation (auto adaptable) et par la programmation assurant pour chacun des réseaux et des matériels les ralentis et arrêts de fonctionnement pendant les périodes d'inoccupation des locaux (température de consigne, débit de ventilation, fonctionnement des moteurs électriques, etc.).

Bruits d'équipements

Le niveau sonore engendré par les équipements seuls en service ne doit pas dépasser 50 dB (A).

Les plots anti-vibratiles des équipements techniques auront des taux de filtrage de 95 % minimum pour la fréquence d'excitation la plus basse de l'appareil.

D'une manière générale, le Maître d'œuvre veillera au respect des réglementations sur les locaux de travail.

Le niveau sonore à respecter impérativement est de :

Bureaux : maximum 35 dBA - ISO 30,

Tous les moyens nécessaires pour obtenir ces résultats sont mis en œuvre, en particulier :

- Le traitement phonique des murs et des plafonds ;
- Les accès sont traités de façon à ne pas provoquer de nuisance à l'environnement et notamment aux locaux normalement occupés (< 35 dBA à leur façade) ;
- Tous les appareils tournants ou vibrants sont désolidarisés du bâtiment et des installations sur lesquelles ils sont interposés, par manchettes souples sur l'aéraulique, par manchons boulonnés sur l'hydraulique (les "durites" sont interdites), avec continuité électrique réalisée au moyen de tresses ;
- Tout matériel susceptible de dilatation doit être isolé des supports par un matériau résilient durable ;
- Les supports doivent être posés sur les dalles flottantes s'il en existe, à défaut de ces dernières sur des éléments eux-mêmes isolés pour les locaux techniques ;
- Les supports et les fourreaux de toutes tuyauteries doivent comporter une bague en matériau résilient, placée ente la tuyauterie et le support ;
- Tous les contacts d'appareils avec la structure du bâtiment ou leur support doivent être assurés par des matériaux résilients.

La maîtrise d'œuvre devra s'assurer de la conformité de son installation avec le décret n° 95-408 du 18 avril 1995 révisé par le décret N° 2006-1099 du 31 août 2006, concernant les bruits de voisinage. Le niveau acoustique en dB entre 22h et 7h, à 2 m des façades des constructions voisines à usage d'habitation ou des terrains, selon le règlement d'urbanisme et/ou le cahier des charges de la zone, pouvant recevoir des constructions à usage d'habitation, provoqué par les installations techniques du bâtiment, ne doit pas dépasser celui de l'ambiance spectrale sonore augmentée de 3 dB (émergence) qui règne en l'absence de fonctionnement de ces installations. Le niveau de cette émergence à respecter est de 5 dB entre 7h et 22h.

Les coûts des mesures de bruit ambiant avant installation sont à la charge de la maîtrise d'œuvre.

Les matériels constituant l'installation de traitement thermique présenteront des qualités de bonne tenue dans le temps adapté à la Guyane et de facilité d'entretien afin de permettre un coût de maintenance le plus réduit possible.

Il sera prévu des dispositifs permettant le comptage de l'énergie consommée par l'installation de traitement thermique et du temps de fonctionnement des équipements.

Dans le but de faciliter la maintenance, prévoir des organes de réglage, d'équilibrage et d'isolement pour chaque équipement.

Conditions intérieures locaux (Bureaux et salles de réunion)

Températures: 25 °C ajustable

Le dimensionnement du système de conditionnement devra être adapté aux besoins du bâtiment. Le besoin en froid sera justifié par une note de calcul thermicien.

2.3.1.8 Système de régulation

Il sera mis en œuvre un système de régulation piloté par une GTB assurant pour le chauffage les fonctions suivantes :

- Contrôle de la température d'ambiance avec possibilité pour les occupants de modifier la vitesse de ventilation,
- Programmation horaire et hebdomadaire des consignes de température avec contrôle de la température d'ambiance de confort et de réduit en période d'inoccupation de manière centralisée à l'échelle du local.
- Action sur les auxiliaires de climatisation lors des périodes d'inoccupation (exemple : arrêt des émetteurs en période d'inoccupation avec possibilité de relance en cas de température intérieure trop importante.

Electricité – courants forts

2.3.1.9 Principe d'installation :

Le schéma général de l'installation sera déterminé en tenant compte des points suivants :

Subdivision des circuits pour limiter les effets des perturbations dues aux court-circuit et permettre la localisation précise des défauts d'isolement,

Centralisation des dispositifs de commande et de protection généraux et des moyens de contrôle,

Seul le local informatique utilisera un réseau de prises secouru permettant la sauvegarde en cas de coupure et de protéger contre d'éventuelles micro coupures.

Installation pour chaque niveau de tableaux divisionnaires facilement accessibles, avec dispositif de coupure générale par zone,

Dimensionnement des armoires devant permettre une extension de 20 % pour les équipements futurs,

Le câblage sera convenablement repéré et sera fixé sur des chemins de câble qui devront être surdimensionnés de 30 %, facilement accessible tant sur le plan horizontal que vertical.

La distribution secondaire sera apparente dans les locaux techniques, réserves, encastrée dans les autres locaux.

La distribution électrique sur des postes non accolés à des murs se fera par des poteaux techniques à doubles compartiments.

2.3.1.10 Appareils d'éclairage :

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux recommandations relatives à l'éclairage intérieur rédigées par « l'Association Française de l'Eclairage », ainsi qu'à la Loi du 11 février 2005 portant sur l'accessibilité. L'éclairage LEDS sera retenu et devra répondre en priorité aux prescriptions pour les économies d'énergie et aux recommandations concernant le rendu des couleurs et l'obtention d'une basse luminance.

2.3.1.10.1 Luminaires :

L'ensemble des luminaires seront équipés de LED présentant un indice de rendu des couleurs (IRC) supérieur à 80 et une température de couleur de 4000°K.

La durée de vie des LED devra être garantie pour 50 000 heures de fonctionnement.

Les appareils équipés de sources Led devront garantir une qualité constante de la lumière, de ce fait, la variation SDCM (Standard Déviation Colour Matching) devra être inférieure à 4.

Les luminaires équipés de sources Led devront appartenir aux groupes de risque photo-biologique GR0 et GR1 selon la norme NF62471.

Bureaux et zones flexibles : Pour l'éclairage d'ambiance, les luminaires à source LED encastrés au plafond de marque Radian type Spaceline ou Teamled (gradables ou non) ou performance technique équivalente seront de dimensions adaptées aux dalles de faux-plafond.

Salle de convivialité, espace détente : Appareils décoratifs basés sur une technologie LED.

Circulations : « Downlight » encastrés en faux plafond équipés de lampe type LED.

Sanitaires : spots encastrés en faux plafond équipés de lampe type LED.

- Locaux techniques : luminaires LEDS étanches.

Nota : Les luminaires ne devront pas diminuer les performances acoustiques des faux plafonds.

2.3.1.10.2 Niveaux d'éclairement et performances à atteindre :

	Niveau d'éclairement moyen	Uniformité	Luminance	Éblouissement
Locaux techniques	150 lux	0.4		UGR max28
Archives	150 lux	0.4		UGR max28
Circulations fermée	100/300 lux (300 lux devant chaque porte et palier ascenseurs)	0.4		UGR max19
Circulation « open space »	300 lux moyen	0.6	Inférieur à 1000 cd/m ² sous un angle de 65°	UGR max16
Sanitaires	150 lux	0.4		UGR max19
Zones flexibles / bureaux / Salle de réunion	300 lux moyen Hors lampes d'appoint	0.6	Inférieur à 1000 cd/m ² sous un angle de 65°	UGR max16
Poste de travail	500 lux moyen Éclairage zénithal + lampes d'appoint	0.6		UGR max16
Salle de réunion	250 lux	0.6		UGR max16
Accueil et attente	250 lux	0.6		UGR max19

L'éclairement supplémentaire demandé au niveau des postes de travail (500 lux comparé aux 200 lux moyens requis pour les espaces de bureaux) sera apporté par des lampes d'appoint à charge du maître d'ouvrage.

Une étude d'éclairement sera réalisée pour justifier du nombre et du positionnement des luminaires.

2.3.1.10.3 Commande de l'éclairage :

- Bureaux et zones flexibles : Afin d'obtenir une flexibilité maximale, chaque bureau sera commandé par un interrupteur sans fil et sans pile de protocole ENOCEAN.

Les luminaires seront asservis à des capteurs de luminosité permettant l'extinction automatique lorsque le niveau d'éclairement naturel sera supérieur à 200 lux durant plus de 10 minutes.

- Circulations : L'ensemble des luminaires sera commandé par l'intermédiaire de détecteurs de présence infrarouge, espacés au maximum de 25 m.

Nota : Les circulations ayant accès à l'éclairage naturel devront être équipées d'un dispositif permettant une extinction automatique des luminaires en fonction de l'apport naturel de luminosité extérieure.

- Coupure générale : Pour permettre une extinction générale des éclairages des bureaux, une horloge programmable sera installée (pilotée depuis la GTB)

- Eclairage de sécurité selon la réglementation en vigueur.

Les sources lumineuses devront utiliser la technologie LED et les batteries devront être interchangeables sans outils afin de diminuer les coûts de maintenance.

Installation d'un système de mise au repos automatique de BAES asservi à la coupure générale de l'éclairage normal, permettant de couper l'alimentation électrique de ces blocs pendant les périodes de fermeture ou de non exploitation.

Des blocs d'ambiance et d'évacuation spécifiques seront prévus dans les espaces d'attente sécurisés.

Une étude d'éclairement et d'implantation sera à soumettre au MOA

Courants faibles : informatique

Les postes de travail sont l'articulation courant fort et courant faible.

Chaque bloc « poste de travail » est composé de 2 prises RJ 45, de 2 prises de courant 230 V sur circuit indépendant informatique et de 2 prises de courant 230 V.

La conception de ces blocs et leur raccordement au réseau doit permettre leur mobilité dans l'espace suivant la disposition du mobilier. Un bloc, décrit ci-dessus, est affecté à un poste de travail. Mais dans les bureaux paysagers il faudra un bloc de plus pour 10 techniciens.

Les blocs poste de travail devront être encastrés dans des potelets aluminium avec une réserve de câbles en faux plafond permettant un déplacement des potelets de 3 mètres dans toutes les directions.

Une baie de brassage 19 pouces sera installée dans le local informatique, elle seront positionnée de manière à laisser un accès aisé au câblage.

La distribution des prises de courant sera réalisée de la façon suivante :

- 8 prises de courant 10/16A+T maximum, par circuit depuis le tableau divisionnaire.
- 6 prises de courant 10/16A+T maximum, par circuit depuis le tableau divisionnaire « informatique ».

2.3.1.11 Informatique :

Le câblage sera de catégorie 6 A – amendement 2. – voir cahier des charges du CNGR (Centre National de Gestion du Réseau)

Installation de chemins de câbles, goulottes, colonnes montantes, indépendantes des circuits courants forts et courants faibles.

Les postes de travail sont reliés au réseau informatique de l'assurance maladie mais il n'y a pas d'autre spécificité que le travail en réseau.

2.3.1.12 Gestion technique du bâtiment

L'ensemble des systèmes de régulation des équipements techniques (chauffage, ventilation, rafraîchissement, éclairage, commandes des protections solaires) seront pilotés à partir d'un système de GTB. Le système permettra la centralisation des défauts des équipements d'intrusion, de contrôle d'accès, et de sous-comptages, et des défauts de rafraîchissement du local informatique.

Le système de GTB devra permettre la gestion (liste non exhaustive et affiner suivant les équipements réellement existant et/ou mis en œuvre) :

- De la programmation de la ventilation des bureaux (marche / arrêt, gestion des températures)
- De la programmation des ventilations particulières
- De la remontée de défauts de rafraîchissement du local informatique
- Du pilotage des stores électriques (possibilité de fermer le soir)
- De la remontée des valeurs des compteurs d'énergie (consommation électrique à intégrer dans les armoires de distribution)

Les fonctionnalités de la GTB comprennent :

- L'acquisition des alarmes et états
- L'acquisition des mesures de t° de chaque bureau et équipements asservis
- La modification des consignes de températures
- La commande forcée des équipements
- L'acquisition des historiques de températures
- L'élaboration de schémas graphiques dynamisés
- La gestion du calendrier hebdomadaire et annuel
- Le comptage des durées de fonctionnement du matériel
- La modification des consignes de températures sur les centrales de traitement d'air
- Le report d'alarme par mail ou téléphone afin de signaler les dysfonctionnements.

Le système de gestion technique du bâtiment permettra l'exploitation de tous les services proposés à un personnel non spécialisé, cependant des niveaux d'accès spécifiques pourront être créés. Le système sera équipé d'une communication TCP/IP consultable à distance sur poste informatique. La gestion des informations du système s'appuiera sur une base de données standard (Type MSQl).

Le système devra être conçu de manière flexible pour permettre des extensions ultérieures sans remettre en cause l'architecture matérielle ou logicielle.

En cas de coupure de la GTB, la régulation fonctionnera de manière autonome.

Sûreté - Contrôle d'accès

Des lecteurs de badges contrôlant les accès seront placés :

- à l'extérieur du bâtiment, à l'entrée du personnel.
- à l'intérieur du bâtiment, dans les circulations à partir du hall afin de limiter l'accès au public,
- sur la salle serveurs,

Le matériel installé sera celui prescrit au niveau national. Ces portes seront équipées de ventouses ou de gâches électriques.

Uniquement le câblage de cet équipement doit être prévu suivant la nouvelle installation.

Equipements de sécurité incendie type 4

L'établissement est équipé d'un système d'alarme, qui devra être adapté selon les modalités définies ci-dessous :

Le signal sonore d'alarme générale ne doit pas permettre la confusion avec d'autres signalisations utilisées dans l'établissement.

Il doit être audible (et visuel dans la zone accueil) de tout point du bâtiment pendant le temps nécessaire à l'évacuation

Le choix du matériel d'alarme doit être conforme à la norme NF S 61-936.

Les principaux équipements de sécurité seront ceux habituellement installés dans le type de bâtiment projeté. Il s'agit de la détection automatique d'incendie et alarmes sonores conforme à la réglementation des extincteurs.

Dans les bloc-sanitaires dédiés aux personnes handicapées, prévoir un dispositif type diffuseur lumineux permettant de les avertir (conforme aux normes NF EN 54-23). Une signalétique adaptée devra également être mise en œuvre. Disposition aussi valable pour tous les locaux où une personne sourde ou malentendante peut se trouver isolée.

Plans d'évacuation

Le bâtiment sera équipé d'un plan d'intervention et de consignes de sécurité.

Equipement de vidéo-surveillance

Le câblage de cet équipement devra être prévu suivant la nouvelle installation (câble RJ45 uniquement). Prévoir 5 caméras POE

3 EXECUTION DE LA MISSION

Il est attendu une décomposition de la mission de maîtrise d'œuvre suivant le phasage de la loi MOP.

Il est attendu de la maîtrise d'œuvre (et groupement) une présentation des rendus APS et APD lors d'une réunion plénière en présentiel.

Les phases APS et APD peuvent faire l'objet de plusieurs rendus suivant des avis techniques ou insuffisances qui ne seraient pas conformes aux attendus du programme fonctionnel.

ARTICLE 30 : Phase APS

La(les) solution(s) proposée(s) devra(devront) être **pérenne(s)** et garantir les objectifs cités dans le présent programme fonctionnel. Cela ne devra occasionner aucune perte de performance.

Cette mission fera l'objet d'un rapport de présentation qui indiquera les modalités techniques préconisées ainsi que le montant total prévisionnel.

En plus de sa solution de base, le MOE a la possibilité de présenter des solutions variantes c'est-à-dire des solutions alternatives non prévues au programme fonctionnel et reprenant les exigences techniques minimales.

Ces solutions peuvent dépasser l'enveloppe budgétaire du projet (**600 000 € de travaux**) mais doivent être argumentées et chiffrées.

Le MOE doit prévoir 3 réunions de travail avec le personnel de la CGSS dont une sera organisée avec les instances.

ARTICLE 31 : Phase APD

- Etablir tous les plans d'exécution et de synthèse correspondants (les plans de coupe feront partie du dossier),
- Définir les matériaux et installations techniques ;
- Permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- Etablir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés le cas échéant ;
- Permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le CCAP.

Le MOE doit prévoir 1 réunion de travail avec le personnel de la CGSS

ARTICLE 32 : Phase PRO-EXE

- Définition des différentes phases d'exécution et de leur enchaînement
- Rédaction du planning prévisionnel ;
- Estimatif des travaux par phase faisant apparaître les quantités et prix unitaires avec récapitulatif de la dépense totale ;
- Plans de principe (le cas échéant)

ARTICLE 33 : Phase AMT

- Préparation des pièces techniques pour la consultation des entreprises et notamment :

❖ **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**

Ce cahier comportera au minimum deux parties :

- Les spécifications techniques : Définissant les matériaux, matériels et procédés utilisés ainsi que les normes et exigences de qualité et de mise en œuvre auxquels ils doivent satisfaire, ainsi que les contrôles techniques auxquels il sera procédé.
- La description des travaux : Fixant les limites d'intervention et donnant la liste, la description et le positionnement des ouvrages à exécuter, et la localisation des matériaux à mettre en place.

❖ **Le cadre de décomposition forfaitaire (DPGF)**

Ce cadre de décomposition forfaitaire sera établi d'après le C.C.T.P. et fera apparaître les quantités des différents ouvrages avec références aux articles du C.C.T.P.

❖ **Les plans d'exécution des ouvrages**

Etablissement des plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier (méthodes de réalisation, moyens de chantier).

Nota : le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le règlement de la consultation (RC) et l'acte d'engagement (AE) sont établis par le Maître d'ouvrage.

Puis la maîtrise d'œuvre devra assurer :

- Organisation et présence à la visite des lieux ;
- Analyse des candidatures et des offres suivant les critères retenus par le Maître d'Ouvrage.

L'analyse de l'ensemble des offres fera l'objet d'un rapport détaillé remis au Maître d'Ouvrage, pour assistance au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

- Participation aux éventuelles négociations avec les entrepreneurs.

A cet effet, lors de son analyse des offres, il identifiera les points pouvant faire l'objet de négociations avec les entrepreneurs.

- Préparation de la mise au point des marchés.

ARTICLE 34 : Phase DET

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général ;
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige ;

La direction de l'exécution des travaux incombe au Maître d'œuvre, qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages, et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

ARTICLE 35 : Phase OPC

- Détermination des tâches élémentaires et leur enchaînement (ordonnancement) ;
- Coordination des tâches des différents intervenants et séquençage dans le temps ;
- Mise en application de toutes les mesures nécessaires d'organisation et de coordination ;
- Etablissement et diffusion des comptes rendus de réunion de chantier dans un délai de 72 heures à compter de la date de la réunion.

ARTICLE 36 : Phase AOR

- Organisation de l'inspection des travaux en vue de la Réception ;
- Suivi du déroulement des reprises et constatation à la date prévue de la levée de réserves ;
- Assistance au Maître d'Ouvrage pendant le délai de garantie de parfait achèvement des travaux ;
- Collecte et transmission au Maître d'Ouvrage de l'ensemble des procès-verbaux et DOE.

Le maître d'ouvrage s'entourera d'un contrôleur technique et d'un CSPS pour la conduite/réception de ce projet.

4 CHAPITRE 7 : LES CONTRAINTES DE L'OPERATION

La présente opération devra respecter les exigences suivantes :

- **Contrainte budgétaire** : L'enveloppe budgétaire travaux est de 600 000 € HT.
- **Contrainte opérationnelle** :
- **Contrainte en termes de temps** : La CGSS est soumise aux règles des marchés publics. Dans ces conditions il faut prendre en compte les données suivantes (à titre indicatif):
 - 2 à 3 semaines pour la validation du diagnostic
 - 2 à 3 semaines pour la validation du DCE
 - 4 semaines de consultation
 - 3 à 4 semaines d'analyse (candidature, offres et négociation)
 - 2 semaines pour la notification et l'attribution du marché